PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DISTRIBORG GROUPE

Société anonyme au capital de 6 132 610,29 €.
Siège social : 217, chemin du Grand Revoyet, 69230 Saint Genis Laval.
970 502 761 R.C.S. Lyon.

Documents comptables annuels provisoires.

A. — Comptes sociaux.

Les comptes de la société DISTRIBORG GROUPE ne donne qu'une information partielle de la situation financière dans la mesure où les comptes annuels sont présentés sous un format résumé. Les comptes annuels auxquels réfère le rapport général des commissaires aux comptes ne sont pas intégralement présentés dans ce document, et sont disponibles sur simple demande auprès de la société.

I. — Compte de résultat

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Produits d'exploitation (a)	1	7 938	7 586
Résultat d'exploitation		-2 380	-1 896
Résultat financier		31 197	15 004
composé de :			
Dividendes perçus		14 620	13 778
Intérêts perçus des créances de Participation		0	0
Rémunération de la trésorerie des filiales		2 363	1 457
Reprise et provision pour dépréciation des titres		14 389	-79
Autres produits et charges financières (comptes courants salariés)		-175	-152
Résultat exceptionnel composé de :			
Abandons de compte-courant		-742	-2 136
Plus ou moins value sur opérations en capital	2	-13	
Moins-value de cession sur les titres		-9	-1 732
Dotations aux provisions		-761	-192
Divers		41	-212
Impôt sur les bénéfices	3	-16	-107
Résultat de l'exercice		28 059	10 865

(a) Dont :
31 décembre 2007: Chiffres d'Affaires en France 5 242 K€ ;
31 décembre 2006: Chiffres d'Affaires en France 4 894 K€.

II. — Bilan.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations incorporelles	4	10 933	11 737
Immobilisations corporelles	4	935	1 034
Immobilisations financières	4	41 180	26 800
Créances	5	81 094	57 435
Disponibilités	6	1	617
Total		134 143	97 623

Passif	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Capitaux propres	7	113 966	85 907
Provisions pour risques et charges	8	829	175
Dettes financières	9	15 511	8 466
Autres dettes	10	3 837	3 075
Total		134 143	97 623

III. — Notes sur les comptes sociaux.

1. Principes comptables.

Le bilan et le compte de résultat de la Société DISTRIBORG GROUPE SA, sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux pratiques comptables généralement admises, appliquées de façon constante.
Les nouvelles règles sur les actifs (CRC 2002.-10, CRC 2004-06) sont appliquées aux exercices à compter du 1er janvier 2005.
Une démarche d'identification des indices de dépréciation a été mise en oeuvre.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :
— Immobilisations incorporelles : Sont imputés dans cette rubrique :
– les frais de marques ;
– les logiciels amortis sur 12 mois en linéaire ;
– les frais de recherche et développement amortis sur 5 ans en linéaire.

— Amortissements sur immobilisations corporelles : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue

Agencements, constructions	15 années
Installations techniques	10 années
Matériel et outillage	10 années
Matériel de transport	7 années
Matériel de bureau	10 années
Mobilier de bureau	10 années
Matériel informatique	3 années

Participations. — Les titres de participations sont évalués à leur coût historique d'acquisition.
Une provision est éventuellement constituée lorsque la valeur d'usage déterminée en fonction de l'actif net réestimé de la filiale et de ses perspectives de rentabilité est inférieure à la valeur d'inscription au bilan.

Marques. — Les marques acquises et inscrites au bilan font l'objet de provision lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, la valeur d'inventaire étant déterminée à partir de critères dépendant notamment du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel intégrant des données prévisionnelles et des données passées.

Opérations en devises. — Les dettes et créances en devises sont converties au taux de clôture sans compensation ; la différence par rapport au taux des opérations est portée en écart de conversion actif ou passif. Une provision pour risques et charges est constituée en cas d'écart de conversion actif.

Retraites. — Les charges de retraite sont calculées selon la méthode prospective, tenant compte de la Convention Collective des Entrepôts d'Alimentation, de l'âge de départ à la retraite, de la mortalité, de l'ancienneté, de la rotation du personnel, de l'inflation, de l'actualisation au taux de 3 %. Les cotisations

sont versées annuellement dans le cadre d'un contrat avec l'APICIL-ARCIL. Le fonds externalisé auprès d'Apicil-Arcil au 31 décembre 2007 s'élève à 103 K€. Il n'y a pas eu de versement au fonds au cours de l'exercice 2007.

Placements de trésorerie. — En cas de trésorerie excédentaire au niveau du Groupe, DISTRIBORG GROUPE a recours à des placements sous forme de SICAV. Les moins- values latentes donnent lieu à provision. Les plus-values latentes ne sont pas constatées comptablement.

Clients. — Les modalités d'application de la provision pour créances douteuses s'appliquent à compter du 1er janvier 2002, sur une base échue à plus de 60 jours avec des taux progressifs allant de 3% à 100%.

Impôts sur les bénéfices. — Le compte de résultat enregistre sous cette rubrique l'impôt courant de la société. La charge d'impôts de la société tient compte des règles d'intégration fiscale convenue avec les filiales DISTRIBORG France, KALISTERRA, BIO DISTRIFRAIS, BRUGIER-SILLON, BONNETERRE et CHANTENAT. La convention d'intégration fiscale est fondée sur le principe suivant :
– les charges d'impôts sont supportées par les sociétés intégrées comme en absence d'intégration fiscale, chaque société bénéficiaire calcule son résultat fiscal propre après imputation de ses déficits antérieurs ;
– les économies d'impôts réalisées par le groupe à raison des déficits des filiales intégrées, constituent un gain immédiat pour la société mère ;
– les économies d'impôts non liées aux déficits (correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts des sociétés intégrées déficitaires) sont conservées chez la société mère où elles sont constatées en produits ou en charges.

Provisions pour risques et charges. — Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n° 2000-.06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des évènements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Notes sur les comptes sociaux.

Note 1. – Produits d'exploitation.

La Société-mère DISTRIBORG GROUPE joue le rôle de société animatrice du Groupe, définissant ses orientations stratégiques, ses choix politiques et assurant la coordination des différentes filiales.
Les produits d'exploitation sont constitués des prestations de services effectuées par la Société DISTRIBORG GROUPE auprès de ses filiales, et des redevances de licence de marques propres commercialisées par les filiales du Groupe. Ces prestations d'assistance sont de nature commerciale, marketing, administrative, logistique et juridique.

Note 2. – Résultat exceptionnel.

Charges exceptionnelles (en milliers d'euros) :

VNC sur cession éléments d'actif incorporels	13
VNC sur cession des titres HESTRAD	9
Pénalités sociales	15
Régularisation charges sociales	8
Litige fournisseur	30
Autres charges exceptionnelles de gestion	12
Provision pour restructuration	563
Provision pour risque social	198
Total	848

Produits exceptionnels (en milliers d'euros) :

Reprise sur provision pour litige	30
Reprise sur provision pour restructuration	65
Reprise sur provision autres charges exceptionnelles	12
Total	107

Note 3. – Impôt.

Le régime de l'intégration fiscale conduit la Société DISTRIBORG GROUPE à payer, au titre de l'impôt sur les sociétés, la somme de 15 K€ en 2007.

Note 4. – Actif immobilisé.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels informatiques, amortis sur 12 mois, des marques de Diététique Adulte acquises auprès de BLEDINA le 1er décembre 1999, dont GAYELORD HAUSER (9 147 K€) et des marques italiennes (2 583 K€) dépréciées pour 978 K€.

Par ailleurs, des frais de recherche et développement ont été immobilisés au cours de l'exercice 2007 pour 164 K€ avec un amortissement sur 5 ans.
Les 18 282 K€ de mouvements de participations sont liés à la fusion des titres de SOREAU avec les titres de DISTRIBORG France.
La reprise de provision de 14 389 K€ correspond à la reprise sur les titres de participation de la société SOREAU.

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 1er/01/07	Acquisitions	Cessions	Au 31/12/07
Frais de recherche et développement	0	164		164
Autres Immobilisations incorporelles	11 910	21	13	11 918
Total immobilisations incorporelles	11 910	185	13	12 082
Installations générales, agencements et aménagements	1 732	63		1 795
Installations techniques de matériels et outillages	1			1
Matériel de transport	0			0
Matériel de bureau et informatique	39			39
Total immobilisations corporelles	1 772	63		1 835
Participations	43 232	18 282	18 282	43 232
Autres immobilisations financières	2 146	1	10	2 136*
Total	59 060	18 530	18 304	59 285

(*) dont 2 135 K€ relatifs à une avance en compte courant portant intérêts jusqu'à fin 2004.

Amortissements et Provisions (en milliers d'euros)	Au 1er/01/07	Dotations	Reprises	Au 31/12/07
Frais de recherche et développement	0	1		1
Marques italiennes		978		978
Autres Immobilisations incorporelles	172	10	12	170
Total immobilisations incorporelles	172	989	12	1 149
Installations générales, agencements et aménagements	705	161		866
Installations techniques matériels et outillages	1			1
Matériel de transport	0			0
Matériel de bureau et informatique	31	2		33
Total immobilisations corporelles	737	163		900
Provisions sur participations	16 450		14 389	2 061
Autres immobilisations financières	2 128			2 128
Total	19 487	1 152	14 401	6 238

Note 5. – Créances.

Créances/immobilisations financières (brut)	Total 2007	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Participations	43 232		43 232
Créances sur participations			
Autres immobilisations financières	2 136		2 136
Total	45 368	0	45 368

(En milliers d'euros)	2007	2006
Clients (net)	1 210	649
Autres créances (1)	82	149
Charges constatées d'avance (2)	4	15
Compte-courant Wessanen France Holding	78 662	55 994
Comptes-courants des filiales	1 136	628

Total	81 094	57 435

(1) Les autres créances sont constituées essentiellement de TVA (51 K€), de créances Personnel (12 K€).
(2) Les charges constatées d'avance ne contiennent que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

Créances	Total 2007	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients	1 210	1 210	
Autres créances (1)	82	82	
Charges constatées d'avance (2)	4	4	
Comptes-courants des filiales	1 136	1 136	
Compte-courant Wessanen France Holding	78 662	78 662	
Total	81 094	81 094	

Note 6. – Valeurs mobilières de placement.

V.M.P	Au 1er/01/07	Acquisitions	Cessions	Au 31/12/07
En nombre	165	28 962	29 127	0
En K€	617	110 443	111 060	0

Note 7. – Variation des capitaux propres.

(En milliers d'euros)	2007
Capitaux propres en début d'exercice	85 907
Affectation du résultat exemple précédent	-10 865
Réserve légale	
Report à nouveau	10 865
Augmentation du capital	
Primes	
Dividendes versés aux actionnaires	
Résultat de l'exercice	28 059
Capitaux propres en fin d'exercice	113 966

Capital social, en actions :

	Nombre	Valeur nominale	Total en €
Titres en début d'exercice	1 609 609	3,81 €	6 132 610
Titres émis (participation des salariés)	0	3,81 €	
Levées d'option de souscriptions	0	3,81 €	
Titres en fin d'exercice	1 609 609	3,81 €	6 132 610

70, 10% des titres DISTRIBORG GROUPE sont détenus par la société WESSANEN France Holding.

Note 8. – Provisions pour risques et charges.

	Au 01/01/07	Dotations	Reprises (provo. utilisée)	Reprises (prov. non utilisée)	Au 31/12/07
Provisions pour pensions	0				0
Provisions pour litiges	0				0

Autres provisions pour risques et charges	175	761	107		829
Total en K€	175	761	107		829

La dotation est relative principalement à des frais de restructuration de DISTRIBORG ITALIA pour 563 K€, et à des litiges sociaux pour 198 K€. La reprise de provision est relative à des frais de restructuration pour 65 K€, à des frais de litiges pour 30 K€ et à la cotisation ECO-EMBALLAGE pour 12 K€.

Note 9. – Dettes financières.

(En milliers d'euros)	2007	2006
Emprunts		
Concours bancaires	12 477	5 852
Participation des salariés	3 034	2 614
Dettes rattachées à des Participations		
Total	15 511	8 466

(En milliers d'euros)	Montant brut	A un an au +	A + un an et – 5 ans	A + 5 ans
Emprunt				
Concours bancaires	12 477	12 477		
Participations des salariés	3 034	362	2 672	
Dettes rattachées à des Participations				
Total	15 511	12 839	2 672	

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :

Concours bancaires	0
Intérêts courus/participation	172

Note 10. – Autres dettes.

(En milliers d'euros)	2007	2006
Fournisseurs	1 477	672
Dettes fiscales et sociales	2 021	2 276
Comptes-courants des filiales	326	94
Autres dettes	13	33
Produits constatés d'avance	0	0
Total	3 837	3 075

(En milliers d'euros)	Montant brut	A un an au +	A + un an et – 5 ans	A + 5 ans
Fournisseurs	1 477	1 477		
Dettes fiscales et sociales	2 021	2 021		
Comptes-courants des filiales	326	326		
Autres dettes	13	13		
Produits constatés d'avance	0	0		
Total	3 837	3 837		

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :

Fournisseurs	263
Dettes fiscales et sociales	855
Autres dettes	0

Note 11. – Etat des créances et dettes concernant les entreprises liées.

(En milliers d'euros en 2007)	Entreprises liées
Participations	43 232
Provisions pour dépréciation des titres	-2 061
Créances rattachées à des participations	0
Créances clients et comptes rattachés	1 205
Autres créances	79 798
Emprunts et dettes financières diverses	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 007
Autres dettes	326
Charges financières	380
Produits financiers	31 710

En application des règles et méthodes comptables a été constituée :
– En 1998, une provision pour dépréciation des titres de la société BREWHURST (954 K€) et de la société DISTRIBORG BELGIUM (280 K€) ;
– En 2000, une provision pour dépréciation des titres de la société BREWHURST (2516 K€), de la société DISTRIBORG BELGIUM (1944K€), de la société ;
– BIO DISTRIFRAIS (496 K€), de la société HAGOR (211 K€) et de la société SOREAU (2175 K€) ;
– En 2001, une provision pour dépréciation des titres de la société BREWHURST (2277K€), de la société DISTRIBORG BELGIUM (3K€), de la société DISTRIBORG Espagne (598 K€), de la société HAGOR (1606 K€) ;
– En 2001, une reprise pour dépréciation des titres de la société BIO DISTRIFRAIS (54K€) et de la société SOREAU (2175 K€) ;
– En 2002, une provision pour dépréciation des titres de la société HAGOR (2036K€), de la société DISTRIBORG ESPANA (380K€) ;
– En 2002, une reprise pour dépréciation des titres de la société DISTRIBORG BELGIUM (2062 K€), de la société BIO DISTRIFRAIS (43 K€), de la société BREWHURST (5747K€) ;
– En 2003, une provision pour dépréciation des titres de la société DISTRIBORG ESPANA (251 K€) ;
– En 2003, une reprise pour dépréciation des titres de la société DISTRIBORG BELGIUM (74 K€), de la société BIO DISTRIFRAIS (398 K€) ;
– En 2004, une provision pour dépréciation des titres de la société DISTRIBORG ESPANA (452 K€), et de la société DISTRIBORG BELGIUM (107 K€) ;
– En 2004, une reprise pour dépréciation des titres de la société HAGOR (3852 K€) ;
– En 2005, une provision pour dépréciation des titres de la société DISTRIBORG ITALIA (2 061 K€), et de la société SOREAU (12 629 K€) ;
– En 2005, une reprise pour dépréciation des titres de la société DISTRIBORG BELGIUM (198 K€) ;
– En 2006, une reprise pour dépréciation des titres de la société DISTRIBORG ESPAGNE (1 681 K€) ;
– En 2006, une provision pour dépréciation des titres de la société SOREAU (1 760K€) ;
– En 2007, une reprise de provision pour dépréciation des titres de la société SOREAU (14 389 K€).

Note 12. – Autres informations

Rémunération des dirigeants. — Les rémunérations attribuées en 2007 aux personnes composant le Comité de direction de la Société DISTRIBORG GROUPE présents au 31 décembre 2007 sont de 586 K€.

Effectif personnel salarié au 31 décembre :

	2007	2006	2005	2004	2003
Cadres	42	36	38	33	35
Agent de maîtrise	9	5	3		1
Employés	21	23	21	12	11
Total	72	64	62	45	47

Dettes garanties par des sûretés réelles. — Néant.

Engagements reçus. — Néant.

Engagements donnés :
Cautions données en faveur des filiales françaises. — néant ;
Cautions données en faveur des filiales étrangères. — néant.
Le nombre d'heures de formation acquis par les salariés dans le cadre du DIF s'élève à 3 432.

Identité de la Société-mère consolidant les comptes de la société. — DISTRIBORG GROUPE consolidé les sociétés contrôlées exclusivement ou conjointement ou pour lesquelles elle exerce une influence notable.
Ces comptes consolidés sont ensuite intégrés dans ceux de WESSANEN France HOLDING.

Abandons de créances accompagnés d'une clause de retour à meilleure fortune. — Néant.

IV. — Projet d'affectation du résultat (en euros) :

Origines :

Report à nouveau antérieur	+ 29 892 592,33
Résultat de l'exercice	+ 28 059 093,58
Total à affecter	57 951 685,91

Affectations :

Réserve légale	-0,00
Réserve facultative	-0,00
Dividendes	-0,00
Report à nouveau	57 951 685,91

B. — Comptes consolidés.

I. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Chiffre d'affaires	1	225 665	215 730
Coûts des ventes		-141 469	-136 318
Marge brute		84 196	79 412
Autres produits		816	725
Frais généraux et commerciaux		-60 817	-58 195
Autres charges		-1 140	-1 643
Résultat opérationnel		23 055	20 299
Charges financières		-381	-408
Produits financiers		3 050	1 696
Résultat avant impôt		25 724	21 587
Charge d'impôt sur le résultat	5	-9 351	-7 359
Résultat		16 373	14 228
Dont part du groupe		16 373	14 228
En euros			
Résultat net par action	6	10,17	8,84
Résultat net dilué par action	6	10,17	8,84

II. — Bilan consolidé.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Actifs non courants			
Goodwill	7	17 040	17 040
Autres Immobilisations incorporelles	7	9 705	9 446
Immobilisations corporelles	8	4 558	3 615
Actifs financiers non courants	9	118	92
Actifs d'impôts différés	5	1 404	1 682
Total des actifs non courants		32 825	31 875
Actifs courants			
Stocks	10	20 537	16 787
Créances clients	11	52 389	51 561
Autres débiteurs	12	12 496	11 036
Trésorerie et équivalents trésorerie	13	83 244	62 269
Total des actifs courants		168 666	141 653
Total actif		201 491	173 528

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Capitaux propres			
Capital émis	14	6 133	6 133
Réserves		103 745	89 516
Résultat		16 373	14 228
Total des capitaux propres		126 251	109 877
Passifs non courants			
Provisions non courantes	15	144	59
Passifs d'impôts différés	5	54	116
Total des passifs non courants		198	175
Passifs courants			
Impôts courants	5	789	1 132
Dettes Fournisseurs et autres créditeurs	17	72 769	61 257
Provisions courantes	16	1 484	1 087
Total des passifs courants		75 042	63 476
Total Passif et capitaux propres		201 491	173 528

III. — Tableau de flux de trésorerie.

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Résultat		16 373	14 228
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie:			
Dotations aux amortissements		767	813
Perte de valeur		0	503
Dotations / (Reprises) aux provisions		469	-296
Variation des impôts différés		217	-716

Plus ou moins value de cessions		36	-627
Marge brute d'autofinancement		17 862	13 905
Variations des actifs et passifs d'exploitation		5 132	-2 274
Flux liés aux activités opérationnelles	18	22 994	11 631
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		-1 992	-563
Acquisition d'actifs financiers		-59	0
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		32	1 055
Cession d'autres immobilisations financières		0	79
Flux liés aux activités d'investissements		-2 019	571
Remboursements d'emprunts		0	-169
Flux liées aux activités de financement		0	-169
Mouvements de conversion			
Augmentation (Diminution) de la trésorerie		20 975	12 032
Trésorerie au début de l'exercice		62 269	50 237
Trésorerie de clôture		83 244	62 269

IV. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En milliers d'euros.)

	Capital émis	Réserves consolidées	Résultat - part du groupe	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Au 31 décembre 2005	6 133	89 516	0	95 649	0	95 649
Augmentation de capital				0		0
Dividendes versés				0		0
Résultat 2006		14 228		14 228		14 228
Variation de périmètre				0		0
Autres variations				0		0
Au 31 décembre 2006	6 133	103 745		109 878	0	109 878
Augmentation de capital				0		0
Dividendes versés				0		0
Résultat 2007			16 373	16 373		16 373
Variation de périmètre				0		0
Autres variations				0		0
Au 31 décembre 2007	6 133	103 745	16 373	126 251	0	126 251

V. — Annexes - notes sur les comptes consolidés.

1. – Principes comptables et méthodes de consolidation.

La société DISTRIBORG GROUPE est une entreprise domiciliée en France, au 217 chemin du Grand Revoyet 69230 Saint Genis Laval.
Les états financiers consolidés de la société DISTRIBORG GROUPE pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, comprennent la société DISTRIBORG GROUPE et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).
Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 23 Avril 2008 et seront approuvés par l'Assemblée Générale du 27 juin 2008.

1.1. Bases de préparation. — Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.
Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables des actifs et passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.
Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.
Il n'y a pas eu de changement d'estimation au cours de l'exercice 2007.
Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.
La normes IFRS 7 - Instrument financiers : information à fournir, adoptée par l'Union Européenne le 11 Janvier 2006, est d'application obligatoire pour tous les exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2007. Cette norme requiert la production de nouvelles informations et modifie les modalités de présentation de l'information dans les notes annexes. Elle impose la production d'éléments chiffrés nouveaux relatifs aux instruments financiers et elle requiert de nouvelles précisions sur les méthodes comptables utilisées ainsi que de nouvelles informations qualitatives et chiffrées afin d'améliorer la description des risques (de crédit, de liquidités, et de marché notamment) et la façon dont ceux-ci sont gérés.

1.2. Principes de consolidation. — Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.
Toutes les filiales sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale.
Les soldes bilanciels, les pertes et gains latents, les produits et charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.
Il n'y a pas d'entreprises associées, ni de coentreprises dans le Groupe.

1.3. Goodwill. — Les goodwill représentent la différence entre le prix d'acquisition (coût d'acquisition, y compris les frais d'acquisition), des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets et passifs éventuels acquis à la date de prise de participation.
Les goodwill ne sont pas amortis, conformément à la norme IFRS 3 « regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an (cf. note 1.6).
Le goodwill négatif résultant de l'acquisition est comptabilisé immédiatement en résultat.

1.4. Autres immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles figurent au bilan pour leur coût diminué des amortissements et des pertes de valeur.
Les éléments significatifs imputés sous cette rubrique sont :
– Les logiciels : ils sont amortis sur 12 mois en linéaire.
– Les marques (acquises et inscrites au bilan) n'ayant pas de durée d'utilité finie, ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an (cf. note 1.6).
– Frais de développement : ils sont enregistrés à l'actif et amortis pour une durée de 5 années, dans la mesure ou ils remplissent les conditions suivantes :
- les coûts peuvent être mesurés de façon fiable ;
- la faisabilité technique et commerciale du produit est démontrée ;
- l'existence d'avantages économiques futurs est probable ;
- la disponibilité de ressources suffisantes pour achever son développement et utiliser ou vendre l'actif.
Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.5. Immobilisations corporelles. — La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.
Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, sont présentées à l'actif à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.
— Amortissements : Ils sont calculés sur la base du coût d'acquisition, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

Constructions	30 ans
Agencements sur constructions	15 ans
Matériel et outillages industriels	10 à 15 ans
Matériel informatique	3 ans
Autres matériels, mobiliers, agencements	7 à 10 ans

1.6. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le groupe DISTRIBORG aux goodwill et aux marques.
Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat opérationnel pour la différence; elle est imputée en priorité aux goodwill et ensuite aux autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable..

1.7. Stocks de marchandises. — Ils sont évalués au coût d'achat, selon la méthode du prix moyen pondéré, après remises certaines et incluant les frais de transport.
Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur nette de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.
La part des stocks libellée en devises est valorisée au taux de clôture.

1.8. Créances clients. — Le Groupe ne souscrit pas à une assurance crédit pour ses clients.
Les créances clients et autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39, qui correspond en général à leur valeur nominale. Les créances clients peuvent, les cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe un risque de non recouvrement.

1.9. Impôts différés. — Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, sauf exceptions prévues par IAS 12, selon la méthode du report variable.
Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.10. Engagements de retraite. — Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », les engagements de retraite résultant de plans à prestations définies sont évalués à la valeur actualisée à la date de clôture des prestations de retraite prévues au plan, ajustée des écarts actuariels, du coûts des services passés non encore comptabilisés et de la juste valeur des actifs des fonds de pension externalisés.
Les indemnités de fin de carrière du groupe, en France, sont assimilées à des plans à prestations définies.
Dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.
Cette obligation est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :
– une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à 60 ans pour les salariés français ;
– un taux d'actualisation financière ;
– un taux d'inflation ;
– des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.
Ces évaluations sont effectuées tous les ans.

1.11. Provisions. — Une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers. Dans le cas de restructuration, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce, d'un plan détaillé et/ou d'un début d'exécution.

1.12. Actifs détenus destines à être vendus. — Lors de la classification en actifs détenus en vue de la vente, ces actifs sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

1.13. Chiffre d'affaires. — Le Chiffre d'affaires est principalement composé de la vente de marchandises. Les produits provenant de la vente de marchandises sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des marchandises ont été transférés à l'acheteur. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due.

1.14. Transaction en monnaie étrangère. — Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.
Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges.

1.15. Résultat par action. — Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice. Comme il n'existe aucun instrument dilutif, le résultat de base et le résultat dilué par action sont identiques.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie. — Cette rubrique comprend les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui satisfont à la définition des équivalents de Trésorerie.
Ces équivalents de Trésorerie sont évalués et comptabilisés à la juste valeur par référence au dernier cours de l'exercice. Les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat.

1.17. IFRS 7 – 1ère Application. — Le groupe est exposé au risque de crédit, de liquidités et de marché, mais dans des proportions limitées.
En tant que société commerciale, le groupe est confronté aux risques clients qui portent principalement sur un risque toujours possible d'impayés de sa clientèle.
Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou tendues, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.
Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments des capitaux propres affectent le résultat du groupe ou la valeur des actifs financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

2. – Périmètre de consolidation.

2.1. Filiales consolidées au 31 décembre 2007 :

Sociétés Siège social	% Contrôle 31/12/2007	% Contrôle 31/12/2006
Filiales françaises consolidées :		
DISTRIBORG FRANCE SAS 217, Chemin du Grand Revoyait, 69230 Saint Geins Laval	99,99 %	99,99 %
KALISTERRA SAS 217, Chemin du Grand Revoyait, 69230 Saint Geins Laval	99,99 %	99,99 %
BIO DISTRIFRAIS SAS 45/47, rue Jules Guesde , 69230 Saint Genies Laval	99,99 %	99,99 %
BRUGIER-SILLON SAS ZI d'en Toure, 11400 Castelnaudary	99,86 %	99,86 %
CHANTENAT SARL Allée Sud - Case 26 - 58, Bd Gustave Roch - 44061 Nantes	100,00 %	100,00 %
R. BONNETERRE SAS 1, place des planteurs - 94538 Rungis	99,97 %	99,97 %
G. SOREAU SAS (1) 52, rue Molière – 94200 Ivry sur Seine		99,98 %
Filiales étrangères consolidées :		
DISTRIBORG ITALIA SRL Via San Vito 7 - 20123 Milano Italie	100 %	100 %

(1) La société G. SOREAU SAS a été absorbée par la société DISTRIBORG FRANCE SAS au 1er janvier 2007.

2.2. Évolution du périmètre. — Le périmètre n'a pas évolué au cours de l'exercice.

3. – Informations sectorielles.

En application de la norme IAS 14 « Informations sectorielles », le premier niveau d'information sectorielle est organisé par activité, le second niveau par secteur géographique.
La présentation des informations sectorielles du présent rapport 2007 demeure identique à celle du rapport 2006.

3.1. Principales activités. — Le groupe est géré en deux segments stratégiques principaux :
– Les produits biologiques, activité principale sur laquelle le groupe DISTRIBORG se positionne comme l'acteur principal du marché en France.
– La distribution d'autres produits, principalement alimentaires, notamment sur les segments de la diététique et des cuisines du monde.
Les tableaux ci-dessous reprennent les chiffres propres à chaque secteur, compris comme une entité indépendante :

— Informations au 31 décembre 2007 :

(En milliers d'euros)	Activité Bio	Autres activités	Total
Chiffre d'affaires	135 427	90 238	225 665
Résultats sectoriels	11 881	11 174	23 055
Charges financières			-381
Produits financiers			3 050
Résultat avant impôt			25 724
Charge d'impôt sur le résultat			-9 351
Résultat net			16 373
Actifs sectoriels	53 345	58 822	112 167
Immobilisations corporelles (*)			4 558
Titres de participation			16
Actifs financiers			83 346
Actifs d'impôts			1 404
Actif total			201 491
Passifs sectoriels	41 733	32 664	74 397
Dettes financières			0
Passifs d'impôts			843
Capitaux propres			126 251
Passif total			201 491
Investissements (*)			1 992
Dotations aux amortissements (*)			767

(*) Les immobilisations corporelles sont principalement composées de constructions (entrepôts et bureaux) et de matériel informatique. Elles sont utilisées pour toutes les activités sans distinction possible.

— Informations au 31 décembre 2006 :

(En milliers d'euros)	Activité Bio	Autres activités	Total
Chiffre d'affaires	125 240	90 490	215 730
Résultats sectoriels	10 775	9 524	20 299
Charges financières			-408
Produits financiers			1 696
Résultat avant impôt			21 587
Charge d'impôt sur le résultat			-7 359
Résultat net			14 228
Actifs sectoriels	47 680	58 190	105 870
Immobilisations corporelles (*)			3 615
Titres de participation			25
Actifs financiers			62 336

Actifs d'impôts			1 682
Actif total			173 528
Passifs sectoriels	33 804	28 599	62 403
Dettes financières			0
Passifs d'impôts			1 248
Capitaux propres			109 877
Passif total			173 528
Investissements (*)			563
Dotations aux amortissements (*)			813

3.2. Zones géographiques. — Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation de la clientèle, pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées :

— Informations au 31 décembre 2007 :

(En milliers d'euros)	France	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires	216 079	9 586	225 665
Investissements	1 992	0	1 992

— Informations au 31 décembre 2006 :

(En milliers d'euros)	France	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires	206 544	9 186	215 730
Investissements	563	0	563

4. – Notes sur les comptes consolides.

Note 1. Chiffre d'affaires.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Ventes de marchandises	225 579	215 530
Prestations de services	86	200
Total	225 665	215 730

Note 2. Frais de personnel.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Frais de personnel	25 009	23 737
Total	25 009	23 737

Les frais de personnel sont constitués des salaires, charges sociales afférentes, de la charge de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise (pour les filiales françaises), des avantages post-emplois (charges liées aux engagements retraites), des charges liées aux litiges sociaux.

Note 3. Dotations aux amortissements des immobilisations.

Les amortissements inclus dans les charges opérationnelles concernent les actifs suivants :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Logiciels et autres	65	68
Constructions	433	453
Installations techniques, Matériels et Outillages	60	52

Autres immobilisations corporelles	209	240
Total	767	813

Note 4. Autres produits et autres charges.

1) Autres Produits :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Réorganisations	295	0
Engagements de retraite	0	0
Résultat de cessions d'immobilisations	32	627
Résultat de cession de filiales	0	0
Litiges (commerciaux, sociaux)	377	0
Autres	112	98
Total	816	725

2) Autres Charges :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Réorganisations	-180	-1 207
Engagements de retraite	-70	-61
Résultat de cessions d'immobilisations	0	0
Résultat de cession de filiales	-34	0
Litiges (commerciaux, sociaux)	-748	-375
Autres	-108	0
Total	-1 140	-1 643

Note 5. Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Impôt exigible (*)	8 620	8 075
Impôt différé (**)	731	-716
Total	9 351	7 359

(*)L'impôt exigible correspond aux montants dus aux Administrations fiscales, suivant les taux et règles en vigueur dans les différents pays.
(**)La charge d'impôt différé 2007 comprend la provision pour risque fiscale en Italie de 513 K€.

La Société DISTRIBORG GROUPE a opté pour le régime d'intégration fiscale de ses filiales françaises détenues à plus de 95 %.

	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007
	(En milliers d'euros)	(En milliers d'euros)	En taux	en taux
Impôt théorique	7 196	8 575	33,33%	33,33%
Contribution additionnelle et IFA	376	382	1,74%	1,48%
Charges non déductibles/produits non-imposables	490	526	2,27%	2,04%
Crédits d'impôts	-42	-132	-0,19%	- 0,51%
Déficits non reconnus	-661	0	-3,06%	0,00%
Impôt réel	7 359	9 351	34,09%	36,35%

— Evolution des postes de Bilan :

(En milliers d'euros)	Au 1er/01/2006	Charge	Situation nette et autres	Règlements	Au 31/12/2006
Impôts courants					
Actif					
Passif	-632				-1 132
	-632	-8 074		7 574	-1 132
Impôts différés					
Actif	1 077				1 682
Passif	-227				-116
	850	716	0	0	1 566

— Evolution des postes de Bilan :

(En milliers d'euros)	Au 1er/01/2007	Charge	Situation nette et autres	Règlements	Au 31/12/2007
Impôts courants					
Actif					
Passif	-1 132				-789
	-1 132	-8 620		8 963	-789
Impôts différés					
Actif	1 682				1 404
Passif	-116				-54
	1 566	-216	0	0	1 350

Note 6. Résultat par action.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Nombre d'actions à la clôture	1 609 609	1 609 609
Nombre moyen d'actions en circulation	1 609 609	1 609 609
Effet dilutif des options d'achats	0	0
Nombre moyen d'actions après dilution	1 609 609	1 609 609

Note 7. Goodwill et autres immobilisations incorporelles.

La variation des valeurs nettes comptables s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	Goodwill	Marques	Logiciels et autres	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice 2006	17 542	9 147	3 277	29 966
Acquisitions / augmentations			32	32
Sorties				0
Perte de valeur	-503			-503
Variation de périmètre et autres				0
Change				0
Au 31 décembre 2006	17 040	9 147	3 309	29 495
Amortissements				
A l'ouverture de l'exercice	N/A	N/A	2 942	2 942
Dotations	N/A	N/A	68	68

Sorties	N/A	N/A		0
Variation de périmètre et autres	N/A	N/A		0
Change	N/A	N/A		0
Au 31 décembre 2006	0	0	3 010	3 010
Valeur nette au 31 décembre 2006	17 040	9 147	299	26 485

(En milliers d'euros)	Goodwill	Marques	Logiciels et autres	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice 2007	17 040	9 147	3 309	29 495
Acquisitions / augmentations			324	324
Sorties			-146	-146
Perte de valeur				0
Variation de périmètre et autres				0
Change				0
Au 31 décembre 2007	17 040	9 147	3 487	29 674
Amortissements				
A l'ouverture de l'exercice	N/A	N/A	3 010	3 010
Dotations	N/A	N/A	65	65
Sorties	N/A	N/A	-146	-146
Variation de périmètre et autres	N/A	N/A		0
Change	N/A	N/A		0
Au 31 décembre 2007	0	0	2 929	2 929
Valeur nette au 31 décembre 2007	17 040	9 147	558	26 745

Goodwill. — les principaux goodwill constatés au bilan concernent les sociétés G. SOREAU SA pour 4 899 K€ (en 1989), DISTRIBORG France pour 2 652 K€ (en 1999), SODI SA pour 1 446 K€ (en 1989), R. BONNETERRE SA pour 2 702 K€ (en 1994), DISTRIFRANCE pour 903 K€ (en 1997), SFBD-VIVIS pour 3 515 K€ (en 1997), les autres figurant pour un montant individuel inférieur à 600 K€.

Marques. — il s'agit de la marque GAYELORD HAUSER acquise le 1er décembre 1999.
Comme indiqué dans la note 1.6, les immobilisations sont regroupées en Unité Génératrice de Trésorerie (UGT), et font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, pour les immobilisations n'ayant pas de durée d'utilité finie (goodwill et marques). Au sein du Groupe, les UGT sont définies en fonction du réseau de distribution (GMS / Détail), du pays et du mode de livraison des marchandises aux clients. Les cinq groupes d'actifs ainsi définis génèrent des flux de trésorerie largement indépendants des uns des autres.
Un actif est déprécié lorsque sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur d'utilité qui correspond à l'estimation actualisée des entrées et sorties de trésorerie futures générées par l'utilisation continue de l'actif de par sa sortie finale. Les hypothèses suivantes sont retenues pour la détermination de la valeur d'utilité :
– taux d'inflation : 1% ;
– taux de croissance : 5% sur les 5 première années puis 0% à compter de 2011 ;
– taux d'actualisation : 8.8% ;
– flux de trésorerie : budgets des flux nets de trésorerie sur 5 ans extrapolés sur 10 années supplémentaires
Il n'a pas été constaté de dépréciation concernant l'exercice 2007.

La valeur comptable des goodwill et des immobilisations incorporelles allouée à chaque UGT est la suivante :

— Au 31 décembre 2006 :

(En milliers d'euros)	Goodwill	Immobilisations incorporelles
Unités Génératrices de Trésorerie :		
GMS France	13 415	9 179
GMS Italie		
Détail France Livraison Epicerie sèche		
Détail France Livraison Epicerie sèche et produits frais	3 098	48
Détail France Cash et Carry	526	219
Total	17 040	9 446

— Au 31 décembre 2007 :

(En milliers d'euros)	Goodwill	Immobilisations incorporelles
Unités Génératrices de Trésorerie:		
GMS France	13 415	9 358
GMS Italie		
Détail France Livraison Epicerie sèche		
Détail France Livraison Epicerie sèche et produits frais	3 098	142
Détail France Cash et Carry	526	205
Total	17 040	9 705

Note 8. Immobilisations corporelles.

La variation des valeurs nettes comptables s'analyse comme suit :

— Au 31 décembre 2006 :

(En milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations techniques, matériel et outillages	Autres	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	10 163	3 305	3 225	16 693
Acquisitions / augmentations	88	193	250	531
Sorties	-1 824	-138	-91	-2 053
Variation de périmètre et autres				0
Transfert de poste à poste				0
Change				0
Au 31 décembre 2006	8 427	3 360	3 384	15 171
Amortissements				
A l'ouverture de l'exercice	6 856	3 050	2 683	12 589
Dotations	453	52	240	745
Sorties	-1 563	-124	-91	-1 778
Variation de périmètre et autres				0
Transfert de poste à poste				0
Change				0
Au 31 décembre 2006	5 746	2 978	2 832	11 556
Valeur nette au 31 décembre 2006	2 681	382	552	3 615

— Au 31 décembre 2007 :

(En milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations techniques, matériel et outillages	Autres	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	8 427	3 360	3 384	15 171
Acquisitions / augmentations	1 395	96	176	1 667
Sorties	-13	-88	-66	-167
Variation de périmètre et autres				0
Transfert de poste à poste				0
Change				0
Au 31 décembre 2007	9 809	3 368	3 495	16 671

Amortissements				
A l'ouverture de l'exercice	5 746	2 978	2 832	11 556
Dotations	433	59	209	702
Sorties		-88	-57	-145
Variation de périmètre et autres				0
Transfert de poste à poste				0
Change				0
Au 31 décembre 2007	6 180	2 949	2 984	12 113
Valeur nette au 31 décembre 2007	3 629	418	510	4 558

Les immobilisations corporelles acquises en location financement sont comprises dans ce tableau : il s'agit du siège social de St Genis Laval - 69, ainsi que du matériel informatique. La valeur nette comptable de ces immobilisations à la date de clôture est la suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/2006
Terrains et constructions	889
Autres immobilisations corporelles (matériel informatique)	0
Total	889

(En milliers d'euros)	31/12/2007
Terrains et constructions	702
Autres immobilisations corporelles (matériel informatique)	0
Total	702

Il n'y a plus de redevances de loyers à payer.

Note 9. Autres actifs financiers non courants.

(En milliers d'euros)	Titres de participations	Prêts et créances à long terme	Dépôts et cautionnements	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	25	2 203	67	2 295
Acquisitions / augmentations			59	59
Sorties	-9		-25	-34
Variation de périmètre et autres				0
Change				0
Au 31 décembre 2007	16	2 203	101	2 320
Provisions				
A l'ouverture de l'exercice	0	2 203	0	2 203
Dotations				0
Sorties				0
Variation de périmètre et autres				0
Change				0
Au 31 décembre 2007	0	2 203	0	2 203
Valeur nette au 31 décembre 2007	16	0	101	117

Tous ces actifs financiers sont libellés en euros.

Note 10. Stocks.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	28		28	21		21
Marchandises	20 955	-446	20 509	17 189	-423	16 766
Total	20 983	-446	20 537	17 210	-423	16 787

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 18.

Note 11. Créances clients.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Clients et effets en portefeuille	52 711	52 484
Provisions pour perte de valeur	-322	-923
Total	52 389	51 561

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 18.

La ventilation des créances clients est la suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Non échues	51 188	50 970
De 0 à 15 jours	823	552
De 16 à 30 jours	213	340
De 31 à 60 jours	249	58
De 61 à 90 jours	58	-17
De 91 à 180 jours	68	-17
De 181 à 360 jours	55	283
A plus d'1 an	57	315
Total	52 711	52 484

Toutes les créances clients sont libellées en euros.
Concernant la gestion de risque de crédit, le Groupe dispose d'une clientèle grands comptes et d'un portefeuille varié sur lesquels le risque d'irrécouvrabilité est faible.

Note 12. Autres débiteurs.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	8 482	7 872
Personnel	26	23
Fournisseurs débiteurs	3 471	2 476
Charges constatées d'avance	192	535
Débiteurs divers	325	130
Total	12 496	11 036

Tous ces actifs sont libellés en euros.

Note 13. Trésorerie et équivalents trésorerie.

Compte tenu de la convention de trésorerie Groupe, la trésorerie comprend essentiellement les liquidités en comptes courants bancaires.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Equivalent de Trésorerie	0	617
Comptes courants bancaires et caisses	83 244	61 652

Total	83 244	62 269

Le risque de liquidité est limité compte tenu du faible endettement et du niveau de trésorerie à la clôture.

Le groupe est engagé pour les montants suivants, auprès d'établissements financiers :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Avals, cautions et garanties donnés	0	0
Total	0	0

Note 14. Capitaux propres.

Au 31 décembre 2007, le capital est fixé à 6 132 610 euros, divisé en 1 609 609 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 3,81 euros.

Note 15. Provisions non courantes.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Retraites et assimilées	144	59
Litiges	0	0
Total	144	59

Les engagements de retraite concernent les salariés des pays suivants :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
France	144	59
Italie	0	0
Total	144	59

En France, les engagements de retraite correspondent aux indemnités de fin de carrière qui sont versées aux salariés au moment du départ à la retraite.
Les hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraite en France sont les suivantes :

	Année 2007	Année 2006
Taux d'actualisation	5,50%	4,50%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Taux de rendement attendu	4,25%	4,25%
Taux d'augmentation des salaires	3,00%	3,00%
Table de mortalité	TH00-02 / TF00-02	TH00-02 / TF00-02
Age de départ à la retraite	60 ans	60 ans

Les hypothèses de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque société du groupe.
Le fonds externalisé est principalement alloué à des obligations (98,9% du fonds).
La fraction des écarts actuariels cumulés non comptabilisés excédant 10% du montant le plus élevé entre la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur de l'actif du régime est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant du régime.

La réconciliation des postes de bilan est la suivante :

Réconciliation des postes de Bilan	31/12/2007	31/12/2006
Valeur actuelle des prestations pour services rendus	-675	-831
Juste valeur des actifs financiers	507	505
Surplus ou (déficit)	-168	-326
Gains (pertes) non comptabilisés	24	267
(Provisions) / actifs nets reconnus au Bilan	-144	-59

(En milliers d'euros)	Evolution sur 2007	Evolution sur 2006
Provision nette à l'ouverture de l'exercice	-59	-103
Droits supplémentaires acquis	-59	-61
Actualisation	-38	-37
Amortissement des écarts actuariels	-11	-23
Rendement attendu des fonds	23	10
Charge de la période	-85	-111
Versements aux bénéficiaires hors fonds	0	5
Contributions employeurs au fonds	0	150
Variation de périmètre et autres		
Change		
Provision nette au 31 décembre 2007	-144	-59

Détail des gains (pertes) non comptabilisés :

(En milliers d'euros)	Année 2007	Année 2006
Gains (Pertes) non comptabilisés	-268	-430
Amortissements de l'année	11	23
Gains (pertes actuarielles)	232	140
Gains (pertes sur l'actif)	0	-1
Autres (fermeture de sites)	0	0
Gain (perte latente) au 31 décembre	25	-268

Note 16. Provisions courantes.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Litiges	1 308	674
Restructurations	175	412
Autres	1	1
Total	1 484	1 087

La nature des litiges est soit sociale ou commerciale.

Evolution des provisions courantes :

(En milliers d'euros)	Litiges	Restructurations	Autres	Total
A l'ouverture de l'exercice	674	412	1	1 087
Dotations	1 108	82		1 190
Utilisations	-228	-159		-387
Reprises de provisions	-246	-160		-406
Variation de périmètre				0
Change				0
Total au 31 décembre 2007	1 308	175	1	1 484

Note 17. Dettes fournisseurs et autres créditeurs.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Dettes fournisseurs	36 576	31 706

Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	3 946	3 356
Personnel	8 023	7 293
Clients créditeurs	23 986	18 570
Produits constatés d'avance	184	278
Créditeurs divers	54	54
Total	72 769	61 257

Toutes les dettes, à l'exception des dettes fournisseurs, sont libellées en euros. La ventilation par devise des dettes fournisseurs est la suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Euro	36 228	31 408
Livre Sterling	328	369
Dollar US	-301	-223
Yen	0	-20
Dollar Hong Kong	-87	-38
Franc Suisse	410	210
Autres dévises	-2	0
Total	36 576	31 706

Le Groupe est peu exposé au risque de change compte tenu du faible montant des dettes en devises à la clôture.

Note 18. Notes annexes au tableau de flux de trésorerie.

— Détail des flux liés à l'exploitation :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
(Augmentation) / Diminution des stocks	-3 750	-503
(Augmentation) / Diminution des clients	-828	-617
Augmentation / (Diminution) des fournisseurs	4 870	-1 335
Variation des impôts (hors impôts différés)	-343	500
Autres variations	5 184	-319
Total	5 133	-2 274

— Détail de la variation des postes de Bilan :

(En milliers d'euros)	Au 1er/01/2007	Flux d'exploitation	Changement de périmètre	Ecart de conversion	Réévaluation	Au 31/12/2007
Stocks	-16 787	-3 750				-20 537
Clients	-51 561	-828				-52 389
Fournisseurs	31 706	4 870				36 576
Impôts courants	1 132	-343				789
Autres	18 514	5 184				23 698
	-16 996	5 133	0		0	-11 863

Note 19. Actifs detenus en vue de la vente.

Il n'existe pas d'actifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2007.

Note 20. Passifs eventuels.

Le groupe ne présente pas de passif éventuel au 31 décembre 2007.
Les sociétés du groupe font l'objet périodiquement de contrôles fiscaux. Les provisions nécessaires sont constituées pour les dettes d'impôts estimées qui pourraient en résulter.

Note 21. Transactions avec les parties liées.

Les parties liées sont la maison mère du groupe, Wessanen, ainsi que ses autres filiales, les administrateurs et dirigeants. Ce sont en majorité des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de fabriquer et distribuer des produits diététiques, naturels, biologiques et des spécialités alimentaires.
Les transactions vis-à-vis des parties liées sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Ventes de marchandises	909	932
Achats de marchandises	5 778	2 116
Créances d'exploitation	249	255
Dettes d'exploitation	-1 886	-707

Information sur les rémunérations des administrateurs et dirigeants perçue au cours de l'exercice 2007 :

Monsieur Christophe BARNOUIN, Président du Conseil d'administration du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007, a perçu les éléments de rémunération suivants :
– Rémunération brute annuelle : 118 578 € ;
– Avantage en nature : 3 037 €.
Soit un montant total pour l'année 2007 de 121 615 Euros.

Note 22. Plans d'options et d'attribution d'actions gratuites

Le Conseil d'Administration de la maison mère du groupe, Wessanen, attribue périodiquement aux cadres et dirigeants du groupe des options d'achats d'actions Wessanen et des options de souscription d'actions Wessanen à des conditions de prix et de délai d'exercice propres à chaque attribution.
Tous ces plans d'options et d'attribution d'actions intègrent des critères de conditions de performance qui déterminent le nombre d'options ou d'actions gratuites accordées aux bénéficiaires.

Note 23. Evénements postérieurs à la clôture.

Les portefeuilles de marques et d'activités de la division des magasins spécialisés ont été revus au cours du premier trimestre 2008, ce qui conduira, à compter du mois d'Avril, à une nouvelle répartition du portefeuille de produits entre Bonneterre et Kalisterra, ainsi qu'à un rapprochement opérationnel des sociétés Biodistrifrais et Chantenat.

0805647